

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2011 — 1740 [C — 2011/00390]

5 MAI 2011. — Arrêté ministériel portant approbation du plan particulier d'urgence et d'intervention SEVESO - Total Belgium SA Dépôt de Wandre du gouverneur de la province de Liège

La Ministre de l'Intérieur,

Vu l'article 2^{ter} de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, inséré par la loi du 28 mars 2003;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

Vu l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention;

Vu le plan particulier d'urgence et d'intervention SEVESO - Total Belgium SA Dépôt de Wandre, soumis par le gouverneur de la province de Liège,

Arrête :

Article unique. Le plan particulier d'urgence et d'intervention SEVESO - Total Belgium SA Dépôt de Wandre du gouverneur de la province de Liège est approuvé à compter de l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 2011.

Mme A. TURTELBOOM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2011 — 1740 [C — 2011/00390]

5 MEI 2011. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het bijzonder nood- en interventieplan SEVESO - Total Belgium SA Dépôt de Wandre van de gouverneur van de provincie Luik

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op artikel 2^{ter} van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

Gelet op het bijzonder nood- en interventieplan SEVESO - Total Belgium SA Dépôt de Wandre, voorgelegd door de gouverneur van de provincie Luik,

Besluit :

Enig artikel. Het bijzonder nood- en interventieplan SEVESO - Total Belgium SA Dépôt de Wandre van de gouverneur van de provincie Luik wordt goedgekeurd vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Brussel, 5 mei 2011.

Mevr. A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2011 — 1741 [C — 2011/00389]

5 MAI 2011. — Arrêté ministériel portant approbation du plan particulier d'urgence et d'intervention SEVESO - Luyten SA du gouverneur de la province de Namur

La Ministre de l'Intérieur,

Vu l'article 2^{ter} de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, inséré par la loi du 28 mars 2003;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

Vu l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention;

Vu le plan particulier d'urgence et d'intervention SEVESO - Luyten SA, soumis par le gouverneur de la province de Namur,

Arrête :

Article unique. Le plan particulier d'urgence et d'intervention SEVESO - Luyten SA du gouverneur de la province de Namur est approuvé à compter de l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 2011.

Mme A. TURTELBOOM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2011 — 1741 [C — 2011/00389]

5 MEI 2011. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het bijzonder nood- en interventieplan SEVESO - Luyten SA van de gouverneur van de provincie Namen

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op artikel 2^{ter} van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

Gelet op het bijzonder nood- en interventieplan SEVESO - Luyten SA, voorgelegd door de gouverneur van de provincie Namen,

Besluit :

Enig artikel. Het bijzonder nood- en interventieplan SEVESO - Luyten SA van de gouverneur van de provincie Namen, wordt goedgekeurd vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Brussel, 5 mei 2011.

Mevr. A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2011 — 1742 [C — 2011/24140]

24 MAI 2011. — Arrêté royal mettant fin aux effets de certains arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté vise à mettre fin aux effets de certains arrêtés pris en exécution de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe.

Conformément à l'article 5, § 2 de la loi du 16 octobre 2009 précitée, l'ensemble des arrêtés de pouvoirs spéciaux qui ont été pris en exécution de celle-ci ont été confirmés par la loi du 23 mars 2010.

Le Conseil des Ministres a cependant décidé le 25 mars 2010 de lever la phase fédérale de gestion de crise de la pandémie grippale A/H1N1, qui était coordonnée au niveau national depuis le 30 avril 2009.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2011 — 1742 [C — 2011/24140]

24 MEI 2011. — Koninklijk besluit houdende beëindiging van de uitwerking van sommige koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een griep-epidemie of -pandemie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit voor te leggen, beoogt een einde te stellen aan de uitwerking van sommige besluiten genomen in uitvoering van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een griep-epidemie of -pandemie.

Overeenkomstig artikel 5, § 2 van de voornoemde wet van 16 oktober 2009, werd het geheel van de volmachtenbesluiten genomen in uitvoering van die wet door de wet van 23 maart 2010 bekrachtigd.

De Ministerraad heeft evenwel beslist om de federale fase van het crisisbeheer van de A/H1N1-griep-epidemie, dat sinds 30 april 2009 op nationaal vlak werd gecoördineerd, op te heffen.

Par ailleurs, il apparaît aujourd'hui que le maintien des effets de certains des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris en exécution de la loi du 16 octobre 2009 précitée ne se justifie plus.

Il s'agit en l'espèce des arrêtés suivants :

— l'arrêté royal du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 3°, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe;

— l'arrêté royal du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 5°, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe;

— l'arrêté royal du 12 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 1° et 2° de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe;

Conformément respectivement aux articles 2, alinéa 2, 2 alinéa 2 et 4 alinéa 2, de ces arrêtés, ceux-ci cessent de produire leurs effets à une date à fixer par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Le présent projet d'arrêté est donc soumis à votre signature après avoir été soumis à la délibération du Conseil des Ministres et à l'avis du Conseil d'Etat. Il a été tenu compte des remarques formulées dans ledit avis.

Ainsi, conformément à l'avis du Conseil d'Etat, il est proposé de mettre fin aux effets de l'arrêté du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 5°, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe et de l'arrêté du 12 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 1° et 2° de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Par contre, et toujours conformément à l'avis du Conseil d'Etat, il est prévu que l'arrêté royal du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 3°, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe est abrogé à la date du 1^{er} janvier 2011. Cet arrêté concerne la majoration du nombre annuel maximum de dons de sang pour les donneurs masculins, de 4 à 6. L'article 1^{er} de cet arrêté précise que cette majoration est applicable jusqu'à l'année, incluse, durant laquelle cet arrêté cesse de produire ses effets. Afin d'éviter le prolongement inutile de cette mesure en 2011, il convient donc que cet arrêté soit abrogé avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011 au plus tard.

Pour ce qui concerne les autres arrêtés pris en exécution de la loi du 16 octobre 2009 précitée :

— l'arrêté royal du 28 octobre 2009 déterminant la date de survenance d'une épidémie ou d'une pandémie de grippe en exécution de l'article 2, § 2, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe avait pour seul objet de fixer cette date, laquelle l'a été au 29 avril 2009. Il n'est donc pas nécessaire de maintenir ou de faire cesser les effets de cet arrêté, qui a produit ses effets immédiatement et définitivement lors de son adoption.

— l'arrêté royal du 3 novembre 2009 relatif à la création d'une banque de données fédérale relative aux vaccinations contre le virus de la grippe A/H1N1 prévoit quant à lui les modalités selon lesquelles ladite banque de données est gérée. Cet arrêté doit donc rester en vigueur aussi longtemps que la banque de données elle-même. Pour rappel, cette banque de données a notamment pour but d'assurer une fonction de pharmacovigilance, de sorte que celle-ci devra encore être conservée plusieurs années pour permettre de réaliser cet objectif. Il n'y a donc pas lieu de mettre fin aux effets de cet arrêté à ce stade. Cet arrêté, qui a maintenant valeur de loi suite à la confirmation intervenue par la loi du 23 mars 2010, ne prévoit du reste aucune habilitation au Roi pour mettre fin à ses effets. Comme le relève le Conseil d'Etat, seul l'article 1^{er} de cet arrêté n'est actuellement plus appliqué. Cela étant, et comme précisé ci-dessus, seule une loi pourrait l'abroger.

— l'arrêté royal du 6 décembre 2009 portant exécution de l'article 3, 6° de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, et portant transposition de la Directive 2009/135/CE de la Commission du 3 novembre 2009 autorisant des dérogations temporaires à certains critères d'admissibilité des donneurs de sang total et de composants sanguins figurant à l'annexe III de la Directive 2004/33/CE dans le contexte d'un risque de pénurie provoquée par la pandémie de grippe A(H1N1). Pour rappel, l'article 3, alinéa 2 de cet arrêté précise qu'il cesse d'être en vigueur à une date à fixer par le Roi et au plus tard le 30 juin 2010. Les effets de cet arrêté ont donc cessé de plein droit à cette date, de sorte qu'aucune mesure spécifique n'est nécessaire à cette fin.

Het blijkt ook vandaag dat het niet meer gerechtvaardigd is om de uitwerking van sommige volmachtenbesluiten genomen in uitvoering van de voornoemde wet van 16 oktober 2009 aan te houden.

Het betreft de volgende besluiten :

— het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 3° van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie;

— het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 5° van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie;

— het koninklijk besluit van 12 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 1° en 2° van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie.

Overeenkomstig de respectievelijk artikelen 2, 2e lid en artikel 4, 2e lid van deze besluiten beëindigen deze hun uitwerking op een door de Koning te bepalen datum, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Dit ontwerp van besluit wordt U dus ter ondertekening voorgelegd na beraadslaging in de Ministerraad en volgens het advies van de Raad van State. Er werd rekening gehouden met de opmerkingen in dat advies.

Zodoende wordt voorgesteld, overeenkomstig het advies van de Raad van State, om op datum van de inwerkingtreding van dit besluit een einde te stellen aan de uitwerking van het besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 5° van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie en van het besluit van 12 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 1° en 2° van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie. Daarentegen wordt bepaald, en altijd overeenkomstig het advies van de Raad van State, dat het besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 3° van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie vanaf 1 januari 2011 wordt opgeheven. Dat besluit betreft de verhoging, van 4 tot 6, van het maximum aantal jaarlijkse bloedgiften voor mannelijke donoren. Artikel 1 van dat besluit preciseert dat deze verhoging van toepassing is tot het jaar, inclusief, waarin dat besluit ophoudt uitwerking te hebben. Om te vermijden dat deze maatregel in 2011 onnodig verlengd wordt, moet dat besluit dus ten laatste op 1 januari 2011 met terugwerkende kracht worden opgeheven.

Wat betreft de andere besluiten genomen ter uitvoering van de voornoemde wet van 16 oktober 2009 :

— het koninklijk besluit van 28 oktober 2009 tot vaststelling van de datum van het uitbreken van een griep epidemie of -pandemie, in uitvoering van artikel 2, § 2, van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie had alleen tot doel deze datum vast te leggen, welke op 29 april 2009 werd gelegd. Het is dus onnodig om de uitwerkingen van dat besluit aan te houden of te laten beëindigen, dat met de goedkeuring ervan een onmiddellijke en definitieve uitwerking heeft gehad.

— het koninklijk besluit van 3 november 2009 houdende oprichting van een federale gegevensbank betreffende de vaccinaties met het anti-A/H1N1-griepvirusvaccin bepaalt anderzijds hoe die gegevensbank wordt beheerd. Dat besluit moet dus van kracht blijven zolang de gegevensbank zelf bestaat. Ter herinnering : deze gegevensbank moet namelijk een functie van geneesmiddelenbewaking waarborgen. Ze zal dus nog verschillende jaren moeten functioneren om die doelstelling te kunnen halen. In dit stadium kan men dus de uitwerking van dat besluit niet beëindigen. Dat besluit, dat met de bekrachtiging door de wet van 23 maart 2010 nu kracht van wet heeft, bepaalt verder geen enkele bevoegdheid voor de Koning om zijn uitwerking te beëindigen. Zoals de Raad van State opmerkt, wordt alleen artikel 1 van dat besluit vandaag niet meer toegepast. Zodoende, en zoals hoger verduidelijkt, zou alleen een wet het kunnen opheffen.

— het koninklijk besluit van 6 december 2009 tot uitvoering van artikel 3, eerste lid, 6°, van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een griep epidemie of -pandemie, en houdende omzetting van de Richtlijn 2009/135/EG van de Commissie van 3 november 2009 die toestemming verleent voor tijdelijke afwijkingen van bepaalde criteria voor donors van volbloed en bloedbestanddelen, zoals vastgelegd in Bijlage III bij Richtlijn 2004/33/EG, in de context van een risico van tekorten als gevolg van de A(H1N1)-griep pandemie. Pro memorie : artikel 3, 2e lid van dat besluit preciseert dat het ophoudt van kracht te zijn op een door de Koning te bepalen datum, en ten laatste op 30 juni 2010. Dat besluit heeft dus van rechtswege op die datum geen uitwerking meer, zodat er daartoe geen enkele specifieke maatregel moet worden genomen.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et fidèle serviteur,

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en trouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke integratie,
Mevr. L. ONKELINX

**Avis 49.538/3 du 3 mai 2011
de la section de législation
du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat, section de législation, troisième chambre, saisi par la Ministre de la Santé publique, le 14 avril 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « mettant fin aux effets de certains arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe », a donné l'avis suivant :

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

OBSERVATION PRELIMINAIRE

2. Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

OBSERVATION GENERALE

3. Le rapport au Roi joint au projet indique les raisons pour lesquelles il n'est pas nécessaire que les trois autres arrêtés, pris en exécution de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, et confirmés par la loi du 23 mars 2010 portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe (1), « cessent de produire leurs effets » (lire : sont abrogés) (2).

Concernant l'arrêté royal du 3 novembre 2009 relatif à la création d'une banque de données fédérale relative aux vaccinations contre le virus de la grippe A/H1N1, le délégué a déclaré ce qui suit :

« En ce qui concerne l'arrêté du 3 novembre 2009, il apparaît qu'à l'exception de l'article 1^{er}, toutes les autres dispositions sont nécessaires pour la gestion de la banque de données.

Il n'existe pas, à notre connaissance, d'initiative (projet ou proposition de loi) visant à mettre fin aux effets de cette disposition ».

Les auteurs devront vérifier s'il est opportun d'abroger également l'article 1^{er} de cet arrêté royal et de prendre à cette fin une initiative législative. Dans cette hypothèse, il y aura lieu d'adapter le rapport au Roi accompagnant le projet à l'examen.

**Advies 49.538/3 van 3 mei 2011
van de afdeling Wetgeving
van de Raad van State**

De Raad van State, afdeling Wetgeving, derde kamer, op 14 april 2011 door de Minister van Volksgezondheid verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « houdende beëindiging van de uitwerking van sommige koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een griepepidemie of -pandemie », heeft het volgende advies gegeven :

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

VOORAFGAANDE OPMERKING

2. Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

ALGEMENE OPMERKING

3. In het bij het ontwerp gevoegde verslag aan de Koning wordt uiteengezet waarom voor de drie andere koninklijke besluiten, genomen op grond van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een griepepidemie of -pandemie, en bekrachtigd bij de wet van 23 maart 2010 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van artikelen 2 en 3 van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een griepepidemie of -pandemie (1), geen « buitenwerkingstelling » (lees : opheffing) (2) nodig is.

Betreffende het koninklijk besluit van 3 november 2009 houdende oprichting van een federale gegevensbank betreffende de vaccinaties met het anti-A/H1N1-griepvirusvaccin, verklaarde de gemachtigde wat volgt :

« En ce qui concerne l'arrêté du 3 novembre 2009, il apparaît qu'à l'exception de l'article 1^{er}, toutes les autres dispositions sont nécessaires pour la gestion de la banque de données.

Il n'existe pas, à notre connaissance, d'initiative (projet ou proposition de loi) visant à mettre fin aux effets de cette disposition. »

De stellers van het ontwerp dienen na te gaan of het wenselijk is om ook artikel 1 van het genoemde besluit op te heffen en daartoe dan een wetgevend initiatief te nemen. In dat geval dient het verslag aan de Koning bij het voorliggende ontwerp te worden aangepast.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

4. Les premier, deuxième et troisième alinéas du préambule mentionneront que les arrêtés qui y sont visés ont été confirmés par la loi du 23 mars 2010.

Dans le texte néerlandais de ces alinéas, on écrira chaque fois « deuxième lid » au lieu de « 2e lid ».

5. Le sixième alinéa du préambule sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 49.538/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 mai 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973; ».

Article 1^{er}

6. La phrase introductive de l'article 1^{er} dispose que les arrêtés royaux « cessent de produire leurs effets » à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté envisagé et « au plus tard le 31 décembre 2010 ». Le projet ne comporte pas de disposition d'entrée en vigueur, de sorte que l'arrêté envisagé entrera en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*, soit en tout cas après le 31 décembre 2010.

La formulation de l'article 1^{er} donne à penser que le projet a été élaboré avant le 31 décembre 2010 et n'a plus été modifié par la suite. Invité à fournir des précisions à cet égard, le délégué a répondu ce qui suit :

« En ce qui concerne l'arrêté du 12 novembre 2009 et l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux médicaments, ceux-ci peuvent effectivement cesser de produire leurs effets à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, sans effet rétroactif.

Par contre, pour l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux dons de sang, il nous apparaît important de mettre un terme à ses effets avec effet rétroactif au 31 décembre 2010. En effet, comme le précise le Rapport au Roi « Cet arrêté (l'arrêté du 10 novembre 2009) précise en effet en son article 1^{er} que cette majoration de 4 à 6 est applicable jusqu'à l'année, incluse, durant laquelle cet arrêté cesse de produire ses effets. Afin d'éviter le prolongement inutile de cette mesure en 2011, il convient donc que cet arrêté cesse de produire ses effets le 31 décembre 2010 au plus tard ».

Il n'existe *de facto* et à ce stade aucun risque que des dons de sang en surnombre soient effectués en 2011 (par rapport au maximum de 4 dons). En effet, l'article 17, § 2, de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine précise qu'au moins deux mois doivent s'écouler entre deux dons de sang. À supposer qu'un donneur ait effectué son premier don de sang le 1^{er} janvier 2011, et effectue ensuite successivement des dons de sang immédiatement après l'écoulement d'une période de 2 mois, il ne pourrait au plus tôt effectuer son 4^e don de sang que le 1^{er} juillet, et le 5^e le 1^{er} septembre.

Ce n'est que dans l'hypothèse où l'arrêté en projet serait publié en septembre qu'un problème de sécurité juridique pourrait se poser, ce qui ne sera en pratique pas le cas puisque l'arrêté pourra être publié d'ici quelques semaines ».

Eu égard à ces précisions, rien ne s'oppose à l'abrogation de l'arrêté royal du 10 novembre 2009 royal portant exécution de l'article 3, 3^o, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou pandémie de grippe, le 1^{er} janvier 2011 (3).

Compte tenu des observations qui précèdent, il y a lieu d'insérer deux articles abrogeant, le premier, l'arrêté précité et le second, l'arrêté royal du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 5^o, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou pandémie de grippe ainsi que l'arrêté royal du 12 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 1^o et 2^o, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

4. In het eerste, tweede en derde lid van de aanhef vermelde men dat de erin vermelde koninklijke besluiten werden bekrachtigd bij de wet van 23 maart 2010.

In de Nederlandse tekst van die leden, schrijve men telkens « tweede lid » in plaats van « 2e lid ».

5. Het zesde lid van de aanhef dient als volgt te worden geredigeerd :

« Gelet op advies 49.538/3 van de Raad van State, gegeven op 3 mei 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; ».

Artikel 1

6. De inleidende zin van artikel 1 bepaalt dat de betrokken koninklijke besluiten « ophouden uitwerking te hebben » op de datum van inwerkingtreding van het te nemen besluit, « en ten laatste op 31 december 2010 ». Het ontwerp bevat geen bepaling inzake de inwerkingtreding, zodat het te nemen besluit in werking zal treden op de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, derhalve alleszins na 31 december 2010.

Zoals artikel 1 is geredigeerd, wordt de indruk gewekt dat het ontwerp werd uitgewerkt vóór 31 december 2010, en naderhand niet meer werd aangepast. Hierover om nadere toelichting gevraagd, antwoordde de gemachtigde wat volgt :

« En ce qui concerne l'arrêté du 12 novembre 2009 et l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux médicaments, ceux-ci peuvent effectivement cesser de produire leurs effets à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, sans effet rétroactif.

Par contre, pour l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux dons de sang, il nous apparaît important de mettre un terme à ses effets avec effet rétroactif au 31 décembre 2010. En effet, comme le précise le Rapport au Roi « Cet arrêté (l'arrêté du 10 novembre 2009) précise en effet en son article 1^{er} que cette majoration de 4 à 6 est applicable jusqu'à l'année, incluse, durant laquelle cet arrêté cesse de produire ses effets. Afin d'éviter le prolongement inutile de cette mesure en 2011, il convient donc que cet arrêté cesse de produire ses effets le 31 décembre 2010 au plus tard. »

Il n'existe *de facto* et à ce stade aucun risque que des dons de sang en surnombre soient effectués en 2011 (par rapport au maximum de 4 dons). En effet, l'article 17, § 2, de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine précise qu'au moins deux mois doivent s'écouler entre deux dons de sang. À supposer qu'un donneur ait effectué son premier don de sang le 1^{er} janvier 2011, et effectue ensuite successivement des dons de sang immédiatement après l'écoulement d'une période de 2 mois, il ne pourrait au plus tôt effectuer son 4^e don de sang que le 1^{er} juillet, et le 5^e le 1^{er} septembre.

Ce n'est que dans l'hypothèse où l'arrêté en projet serait publié en septembre qu'un problème de sécurité juridique pourrait se poser, ce qui ne sera en pratique pas le cas puisque l'arrêté pourra être publié d'ici quelques semaines. »

Gelet op deze toelichting, is er geen bezwaar tegen de opheffing van het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 3^o, van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van grieppepidemie of -pandemie, op 1 januari 2011 (3).

Er dienen gelet op wat voorafgaat twee artikelen te worden ingevoegd waarin, in het ene, het zo-even genoemde besluit en, in het andere, het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 5^o, van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een grieppepidemie of -pandemie en het koninklijk besluit van 12 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 1^o en 2^o, van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van grieppepidemie of -pandemie, worden opgeheven.

Il y a lieu d'ajouter alors un article 3 énonçant que l'article 1^{er} produit ses effets le 1^{er} janvier 2011. En ce qui concerne l'article 2, il ne s'impose pas de déterminer son entrée en vigueur : en l'absence de disposition, c'est en effet la règle générale selon laquelle les arrêtés royaux entrent en vigueur le dixième jour qui suit leur publication au *Moniteur belge*, qui s'applique (4).

La chambre était composée de :

MM. :

J. Smets, conseiller d'Etat, président,
W. Van Vaerenbergh, J. Van Nieuwenhove, conseillers d'Etat,
H. Cousy, J. Velaers, assesseurs de la section de législation,
Mme A.-M. Goossens, greffier.

Le rapport a été présenté par Madame R. Thielemans, premier auditeur.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Monsieur J. Smets.

Le greffier,
A.-M. GOOSSENS.

Le président,
J. SMETS.

Notes

(1) Il s'agit de l'arrêté royal du 28 octobre 2009 déterminant la date de survenance d'une épidémie ou d'une pandémie de grippe en exécution de l'article 2, § 2, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, l'arrêté royal du 3 novembre 2009 relatif à la création d'une banque de données fédérale relative aux vaccinations contre le virus de la grippe A/H1N1, et l'arrêté royal du 6 décembre 2009 portant exécution de l'article 3, alinéa 1^{er}, 6^o de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, et portant transposition de la Directive 2009/135/CE de la Commission du 3 novembre 2009 autorisant des dérogations temporaires à certains critères d'admissibilité des donneurs de sang total et de composants sanguins figurant à l'annexe III de la Directive 2004/33/CE dans le contexte d'un risque de pénurie provoquée par la pandémie de grippe A(H1N1).

(2) Cesser de produire ses effets équivaut en effet à une abrogation.

(3) Voir *Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, Conseil d'Etat, 2008, recommandation n° 153, à consulter sur le site internet du Conseil d'Etat (www.raadvst-consetat.be).

(4) Article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

24 MAI 2011. — Arrêté royal mettant fin aux effets de certains arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 3^o, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, l'article 2, alinéa 2, confirmé par la loi du 23 mars 2010 portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 5^o, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, l'article 2, alinéa 2, confirmé par la loi du 23 mars 2010 portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe;

Vu l'arrêté royal du 12 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 1^o et 2^o de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, l'article 4, alinéa 2, confirmé par la loi du 23 mars 2010 portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2010;

Vu l'accord du Secrétaire de l'Etat du Budget, donné le 23 décembre 2010;

Er dient dan een artikel 3 te worden toegevoegd waarin wordt bepaald dat artikel 1 uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2011. Met betrekking tot artikel 2 dient niet te worden bepaald wanneer het in werking treedt : indien niets is bepaald, wordt immers toepassing gemaakt van de algemene regel dat koninklijke besluiten in werking treden op de tiende dag na die van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* (4).

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J. Smets, staatsraad, voorzitter,
W. Van Vaerenbergh, J. Van Nieuwenhove, staatsraden,
H. Cousy, J. Velaers, assessoren van de afdeling Wetgeving,
Mevr. A.-M. Goossens, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevrouw R. Thielemans, eerste auditeur.

De griffier,
A.-M. GOOSSENS.

De voorzitter,
J. SMETS.

Nota's

(1) Het betreft het koninklijk besluit van 28 oktober 2009 tot vaststelling van de datum van het uitbreken van een grieppepidemie of -pandemie, in uitvoering van artikel 2, § 2, van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van grieppepidemie of -pandemie, het koninklijk besluit van 3 november 2009 houdende oprichting van een federale gegevensbank betreffende de vaccinaties met het anti-A/H1N1-griepvirusvaccin, en het koninklijk besluit van 6 december 2009 tot uitvoering van artikel 3, eerste lid, 6^o, van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een grieppepidemie of -pandemie, en houdende omzetting van de Richtlijn 2009/135/EG van de Commissie van 3 november 2009 die toestemming verleent voor tijdelijke afwijkingen van bepaalde criteria voor donors van volbloed en bloedbestanddelen, zoals vastgelegd in bijlage III bij Richtlijn 2004/33/EG, in de context van een risico van tekorten als gevolg van de A(H1N1)-grieppepidemie.

(2) Een buitenwerkingstelling komt immers neer op een opheffing.

(3) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek. Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, Raad van State, 2008, aanbeveling nr. 153, te raadplegen op de internetsite van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be).

(4) Artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerking-treden van wetten en verordeningen.

24 MEI 2011. — Koninklijk besluit houdende beëindiging van de uitwerking van sommige koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een grieppepidemie of -pandemie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 3^o van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van grieppepidemie of -pandemie, artikel 2, tweede lid, bekrachtigd door de wet van 23 maart 2010 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van artikelen 2 en 3 van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een grieppepidemie of -pandemie;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 5^o van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van grieppepidemie of -pandemie, artikel 2, tweede lid, bekrachtigd door de wet van 23 maart 2010 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van artikelen 2 en 3 van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een grieppepidemie of -pandemie;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 1^o en 2^o van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van grieppepidemie of -pandemie, artikel 4, tweede lid, bekrachtigd door de wet van 23 maart 2010 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van artikelen 2 en 3 van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van een grieppepidemie of -pandemie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 23 december 2010;

Vu l'avis 49.538/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 mai 2011, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'arrêté royal du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 3^o, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe est abrogé.

Art. 2. Sont également abrogés :

— l'arrêté royal du 10 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 5^o, de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe;

— l'arrêté royal du 12 novembre 2009 portant exécution de l'article 3, 1^o et 2^o de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe.

Art. 3. L'article 1^{er} produit ses effets le 1^{er} janvier 2011.

Art. 4. Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Gelet op het advies 49.538/3 van de Raad van State, gegeven op 3 mei 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 3^o van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie wordt opgeheven.

Art. 2. Eveneens opgeheven worden :

— het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 5^o van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie;

— het koninklijk besluit van 12 november 2009 tot uitvoering van artikel 3, 1^o en 2^o van de wet van 16 oktober 2009 die machtigingen verleent aan de Koning in geval van griep epidemie of -pandemie.

Art. 3. Artikel 1 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011.

Art. 4. De Minister bevoegd voor de Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

gegeven te Brussel, 24 mei 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke integratie,
Mevr. L. ONKELINX

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2011 — 1743

[2011/203367]

10 JUNI 2011. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 29 september 2006 tot vaststelling van de nadere regels over de werking van het college van algemeen directeurs van de hogescholen

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 7 mei 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid "Agentschap voor Infrastructuur in het Onderwijs", artikel 13;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 29 september 2006 tot vaststelling van de nadere regels over de werking van het college van algemeen directeurs van de hogescholen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 maart 2011;

Gelet op advies nr. 49.507/1 van de Raad van State, gegeven op 11 mei 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke Kansen en Brussel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Vlaamse Regering van 29 september 2006 tot vaststelling van de nadere regels over de werking van het college van algemeen directeurs van de hogescholen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de bepaling in punt 4^o wordt vervangen door "4^o de commissaris : een commissaris van de Vlaamse Regering bij de hogescholen, aangeduid door de minister onder de commissarissen van de Vlaamse Regering, zoals bedoeld in artikel 242 van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap,"

2^o er wordt een punt 8^o toegevoegd, dat luidt als volgt : "8^o minister : de Vlaamse minister bevoegd voor onderwijs".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "commissaris-coördinator bij de Vlaamse hogescholen" vervangen door "commissaris".